



1^{ème} trimestre 2017

N° d'agrément : P914304

Réseau wallon de Développement Rural Cellule d'Animation du RwDR



Wallonie

Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales.





SOMMAIRE Edito **Dossier PwDR** Mesure 1.2 Mesure 7.2 Mesure 7.4 Mesure 7.6 Mesure 7.5 Mesure 16.3 Mesure 16.9 Evaluation ex post du PwDR 2007-2013 Vie du RwDR 11 Le Réseau wallon de Développement Rural 12 La jeune génération passe à l'action **Innovation** PEI-AGRI L'union fait la force Géry de Pierpont, le passeur de patrimoine 17 **Europe** Communication 18 Un jeu vidéo pour développer les compétences d'un public de secondaire Agenda **EDITO** Dans ce nouveau numéro du Magazine Ruralités vous allez découvrir une première série de projets qui seront mis en œuvre dans le cadre du Programme wallon de Développement Rural (PwDR) 2014 – 2020. Ces projets sont assurés du soutien de la Wallonie et de l'Union européenne à travers un financement FEADER. La série de projets que vous allez découvrir concernent différentes mesures du PwDR (agriculture sociale, infrastructures de santé...) dont nous vous avons déjà parlé dans ce magazine. Les projets présentés sont, pour la plupart, dans leur phase de lancement. Mais on peut déjà y lire les futures réalisations, encourageant toutes, à leur niveau, un monde rural dynamique au service de sa population. Pour chaque projet présenté, vous trouverez des informations récoltées auprès des porteurs de projets, mais également leurs données financières (part wallonne, européenne voire privée). Sélectionnés au travers d'appels à projets lancés par la Wallonie, ces projets ont tous été choisis pour leur qualité et leur

Sélectionnés au travers d'appels à projets lancés par la Wallonie, ces projets ont tous été choisis pour leur qualité et leur adéquation à une série de critères de sélection rigoureux.

En décidant de vous parler de projets, répartis sur l'ensemble du territoire wallon, l'objectif est d'abord de pouvoir informer le grand public sur les diverses réalisations rendues possibles grâce au PwDR : agriculteurs, acteurs du tourisme ou de la santé, nombreux sont les acteurs qui vont pouvoir concrétiser leurs projets grâce aux financements FEADER.

Et si vous vous questionniez toujours sur le fonctionnement du Réseau wallon de Développement Rural, son rôles et ses missions, notamment son articulation avec les mesures du PwDR, vous trouverez un article illustrant ces différentes facettes du Réseau (voir page 11) : Cellule d'Animation, Commission Permanente, Conseil scientifique... Tout y est expliqué!

Nous espérons qu'à travers la lecture de ce numéro vous disposerez d'un premier aperçu des réalisations du PwDR près de chez vous, et que vous comprendrez encore un peu mieux l'utilité du Programme wallon de Développement Rural et du Réseau wallon de Développement Rural pour la Wallonie et ses habitants.

La Cellule d'Animation du Réseau.

Mesure 1.2.

et en aidant à la création d'emplois. Ce dossier reprend 14 projets qui bénéficient d'une aide financière FEADER

La mesure vise à soutenir des actions d'information et des projets de démonstration en vue de permettre aux microentreprises et PME actives dans les secteurs agricoles, sylvicoles et forestiers, d'acquérir les compétences nécessaires pour augmenter leur compétitivité, innover et améliorer leurs performances environnementales.

ELEVER, SOIGNER, PRODUIRE... SANS LE RÉFLEXE ANTIBIOTIQUE



Le projet « ALTIBIOTIQUE » (né de l'association entre ALTernatif et antIBIOTIQUE) est l'un des volets du plan de gestion raisonnée des antibiotiques en élevage bovin porté par l'ARSIA en collaboration avec divers partenaires.

témoignant de la diversité des initiatives soutenues en Wallonie.

L'objectif est de mettre sur pied des formations à destination des éleveurs du secteur bovin pour mettre en lumière les méthodes préventives ou alternatives à développer en élevage pour tendre vers une diminution de la consommation des antibiotiques.

L'idée est de développer un véritable « portefeuille de formations » pour répondre à un maximum de situations. Le volet théorique permet de faire un état des lieux des connaissances scientifiques sur différentes maladies liées à une bactérie en particulier. L'aspect pratique, quant à lui, consiste à proposer des visites où, en présence du vétérinaire référentréférent, sont diffusées des bonnes pratiques d'élevage.

« L'un des points de départ est le constat de résistance de certains pathogènes aux antimicrobiens et plus particulièrement des bactéries aux antibiotiques », nous précise le Dr CLAINE, membre de l'Union Professionnelle Vétérinaire. Mais se passer des antibiotiques est illusoire. Voilà pourquoi développer des méthodes préventives ou alternatives à leur utilisation permettra de toujours les utiliser, mais de manière plus raisonnée et en conservant leur efficacité.

Ce projet met autour de la table un réseau de partenaires, avec des groupements d'éleveurs et des vétérinaires, pour tirer profit des compétences de chacun, tout en insistant sur la nécessité d'une collaboration. « Le gestionnaire du troupeau comme le garant de la santé animale doivent travailler en étroite collaboration pour atteindre cet objectif », insiste le Dr CLAINE.

Ces formations sont gratuites et personnalisables en termes de thématiques traitées, de composition du programme et de durée. Les premières activités sont déjà planifiées et le projet entre dans sa phase de communication.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ
38.000,00 € 15.200,00 € 22.800,00 € -

POLITIQUE DE PRODUITS AGRICOLES DE QUALITÉ EN WALLONIE



La politique de qualité différenciée en Wallonie repose sur deux piliers. D'une part, les labels européens : AOP (Appellation d'Origine Protégée), IGP (Indication Géographique Protégée) et STG (Spécialité Traditionnelle Garantie), liés à des spécificités territoriales. D'autre part, nous avons un système régional, mis en place par le Gouvernement wallon avec des cahiers des charges qui mettent l'accent sur une différence au niveau de la qualité organoleptique des produits, un approvisionnement local, le bien-être animal, etc.

La rédaction de ces cahiers des charges est très énergivore et nécessite souvent des recherches sur l'histoire du produit. « La Wallonie nous a confié la tâche d'accompagner les producteurs dans ces démarches », explique Marianne SINDIC, Professeur à Gembloux Agro-Bio Tech ULg et coordinatrice de la cellule AGRILABEL. « Le financement FEADER va permettre la mise en œuvre d'actions d'information et de sensibilisation pour expliquer aux producteurs ce que sont ces labels ».

C'est justement la méconnaissance relative du système régional de qualité différenciée qui est à l'origine du projet. « Du coup, seuls 3 ou 4 cahiers des charges avaient été reconnus jusqu'à présent, alors qu'il s'agit d'un extraordinaire moyen de faire reconnaître les efforts que font les producteurs », précise-t-elle.

Le Ministre de l'Agriculture s'est d'ailleurs engagé à ce qu'il y ait 25 produits reconnus par un signe de qualité européen et 17 produits reconnus en qualité différenciée d'ici 2020. Ces produits portent un logo « Produit reconnu qualité différenciée » avec le coq wallon. « Nous retrouvons des cahiers des charges dans le secteur de la viande, pour la truite ou du lait », nous explique M. SINDIC. Les rencontres se multiplient et on sait que des acteurs, dans différents domaines, sont prêts à se mobiliser pour faire reconnaître leurs savoir-faire.

Le projet vient de démarrer. L'arrivée, en mars, de deux collaborateurs à la cellule AGRILABEL permettra de concrétiser les contacts avec les producteurs.

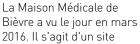
FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ
74.550,00 € 29.820,00 € 44.730,00 € -

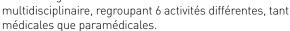
Mesure 7.2.

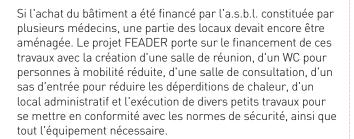
La mesure concerne des investissements dans la création, l'amélioration ou le développement d'infrastructures dans le domaine de la santé. Elle vise à pallier la raréfaction, voire à la pénurie, de certains praticiens dans les zones rurales et ainsi améliorer l'accès aux soins de santé.



AMÉNAGEMENT DE LA MAISON MÉDICALE DE BIÈVRE







Le constat de départ, c'est la pénurie de médecins qui touche la région. « Il était urgent de disposer d'une structure pouvant attirer de jeunes médecins », nous explique le Dr Michel WOUTERS. « Mais aussi de disposer d'une offre en soins paramédicaux jusque-là insuffisante, notamment au niveau psychologie, podologie et diététique. »

D'autres facteurs sociaux se sont ajoutés à ce constat. Le vieillissement de la population, notamment. « Plus on devient vieux, plus on s'expose à l'arrivée de problèmes de santé importants », ajoute le Dr WOUTERS. « La société perd un peu ses repères, chacun étant livré à lui-même. L'isolement social est plus important qu'avant ».

« Nous étions 36 médecins dans la région il y a trois ans et nous ne serons plus que 25 en 2018. Ces médecins qui vont s'arrêter sont plus âgés et ont donc une patientèle plus importante. Il faut assurer la relève », précise-t-il. L'idée est également de permettre un travail en équipe plus performant et de pouvoir mettre sur pied des projets multidisciplinaires.

Le territoire est assez vaste, avec une dispersion des zones habitables. Il y a une quinzaine d'années, l'idée même de faire une Maison Médicale invitant les médecins à quitter leur village pour s'installer en un point plus central était difficilement concevable. C'est aujourd'hui devenu une nécessité. Les travaux devraient démarrer dans le courant du second semestre 2017.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ

301.697,00 € 120.678,80 € 181.018,20 € -

AMÉNAGEMENT DE LA MAISON MÉDICALE DE LIBIN

Il s'agit d'un projet d'extension de la Maison Médicale de Libin pour y aménager une salle de revalidation pour des soins en kinésithérapie. Cette nouvelle construction permettra, de plus, de libérer de la place pour accueillir de nouveaux médecins dans les installations actuelles.

L'idée d'agrandir a été abordée à plusieurs reprises lors de réunions avec les autorités communales, partenaire administratif. Faute de budget, elle avait été mise de côté. Le projet FEADER constitue une opportunité de concrétiser enfin le projet.

Dans la région, seul l'hôpital de Libramont permet d'administrer des soins de suivi chroniques, comme la kiné de revalidation cardio-respiratoire. Même si les 4 kinés de la Maison Médicale disposent de leur espace de consultation, il n'y a pas de tapis ou de vélo par manque de place.

Pour certains patients, se rendre à l'hôpital signifie dépendre des transports en commun et la région n'est pas particulièrement bien desservie en la matière. « Même si nous avons certaines aides au déplacement, les patients perdent un temps considérable pour se rendre à l'hôpital. Quand les soins imposent 2 à 3 visites hebdomadaires, on voit certains patients abandonner leur traitement », souligne Mallory BAIJOT, kinésithérapeute à la Maison Médicale de Libin.

Disposer d'une telle salle à Libin sera beaucoup plus confortable pour les patients, mais permettra également un encadrement plus personnalisé qu'en milieu hospitalier où les groupes constitués sont beaucoup plus importants. « Bien connaître ses patients, leur intimité, facilite la mise en place de traitements plus individualisés », ajoute M. BAIJOT.

Le caractère innovant du projet réside dans l'absence de structure privée équivalente dans la région. Il y a un véritable problème d'accès à certains soins. L'autre volet de la démarche est de libérer des locaux pour attirer des spécialistes. « Nous souhaiterions proposer des services en plus à nos patients et ça, malheureusement, pour la région c'est novateur tant nous sommes en pénurie dans certaines spécialités médicales », explique M. BAIJOT. Le projet devrait se concrétiser dans le courant 2018.



FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ
237.250,00 € 94.900,00 € 142.350,00 € -

Mesure 7.4.

Cette mesure vise l'équipement des villages ou communes en espaces multifonctionnels, modulables et polyvalents, permettant d'accueillir des activités multiples de type socio-récréatives, culturelles et/ou de services qui rencontrent un intérêt de service public.



MAISON DE VILLAGE D'EYNATTEN



« Dorfhaus Eynatten » est le nom d'un projet de création d'une maison polyvalente multi-services et faisant office d'espace de rencontre au cœur du village d'Eynatten. Celui-ci occupe une place «centrale» dans la Commune de Raeren et la vie associative y est très dynamique. Le projet répond aux manques d'infrastructures accueillantes et adaptées aux besoins des associations et clubs locaux.

Ce projet existe depuis longtemps et répond à une volonté exprimée tant par les habitants, que les associations et la commune. « Le projet a beaucoup évolué avec le temps », nous explique Björn HARTMANN, Chargé de projet développement urbain et rural. « Ses quatre piliers fondateurs sont la Maison des Jeunes (INSIDE), le Conseil des Seniors, le Syndicat d'Initiative et la Commune ».

La maison sera construite sur un terrain appartenant déjà à la Commune, et sera annexée à la maison des jeunes INSIDE. Une proximité qui permettra d'ailleurs la création de synergies entre les deux structures. « Les synergies entre les différentes structures permettront également de réaliser des économies sur les frais de personnel pour la gestion quotidienne », ajoute B. HARTMANN.

Elle se trouvera au centre du village, bien visible, à proximité de zones de parking, mais pas trop proche de résidences dont elle sera séparée par un espace vert. Elle sera accessible aux personnes à mobilité réduite et servira de lieu public principal du village.

Dans l'esprit des villageois, cette maison devra être considérée comme un projet communautaire, « appartenant à tous et accessible à tous ». La maison favorisera et encouragera les échanges intergénérationnels à travers divers projets spécifiques. Elle accueillera certains services communaux dans un cadre non conformiste, favorisant les démarches spontanées de la population locale. La maison aura pour vocation d'assurer une meilleure intégration de la population étrangère, de rapprocher les mentalités et les cultures.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE COMMUNAL

1.559.309,44 € 498.979,02 € 748.468,53 € 311.861,89 €

CONSTRUCTION D'UNE MAISON RURALE À HASTIÈRE

« Quand il y a eu l'appel à projets FEADER », nous explique Valérie DEFECHE, Directrice Générale de la



commune de Hastière, « nous sommes parti d'une fiche du PCDR pour proposer la création d'un espace polyvalent. »

L'ancien Centre culturel innocupé va être démoli et un nouveau bâtiment sera construit, en partie, sur le parking de ce dernier. La grande salle fera 148 m² et pourra accueillir diverses animations, des expositions, des ateliers, mais aussi être proposée aux particuliers pour l'organisation d'événements. « Il y aura une grande scène et des gradins escamotables pour des spectacles et les grands événements du Centre culturel », précise V. DEFECHE.

La modularité de cette salle sera assurée par l'achat d'un mobilier adapté et elle disposera d'un tout nouvel équipement audiovisuel permettant un meilleur support pour les spectacles et les réunions. « Nous aménagerons également un espace vitrine des produits locaux et travaillerons avec les producteurs de la région pour mettre des paniers saveurs en vente à destination des habitants », ajoute-t-elle.

Un espace public numérique, un guichet de l'emploi, des salles modulables à l'étage, un espace pour les jeunes, mais aussi pour les aînés : le projet répond à de nombreux besoins exprimés par les citoyens.

Le projet répond aux besoins de l'administration, du tissu associatif et du centre culturel, le tout dans un contexte de redynamisation du centre de Hastière. « Dans le cadre de notre plan de cohésion sociale, l'idée est également d'attirer plus de personnes précarisées dans le centre de la Commune afin de favoriser un meilleur brassage social », souligne V. DEFECHE.

La démolition de l'ancien Centre culturel est prévue au printemps 2017. Quant à l'inauguration de cette nouvelle maison rurale, elle devrait avoir lieu fin 2019.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE COMMUNAL

1.475.000,00 € 472.000,00 € 708.000,00 € 295.000,00 €

Mesure 7.5

La mesure vise à renforcer et développer les sites touristiques, culturels et patrimoniaux existants afin d'assurer leur pérennité et d'en améliorer la qualité.



AMÉNAGEMENT, REQUALIFICATION HYDROLOGIQUE ET PAYSAGÈRE DE LA ZONE DE L'ANCIEN CARAVANING DE CHEVETOGNE



Dans les années 60-70, des zones humides, des tourbières, des marais et autres bois marécageux ont été asséchés pour privilégier le « tout à l'automobile »,

l'agriculture intensive, le tourisme de masse et l'immobilier. L'aménagement du camping de Chevetogne n'a pas fait exception : on a asséché et canalisé le ruisseau du Molignat pour que les caravanes puissent s'installer, au sec, au plus près de la rivière. Résultat, depuis 40 ans, à chaque orage, le ruisseau sort de ses parois en béton pour inonder le fond de vallée.

Concrètement, le projet consiste à arracher et à recycler les tarmacs, à re-profiler les berges pour permettre une expansion lors des crues et recréer une zone humide comme elle existait à l'origine. « Tout est parti d'une altercation entre un agriculteur et un castor », nous raconte Bruno BELVAUX, Directeur du Domaine Provincial de Chevetogne. « Nous avons fini par acheter la parcelle où l'homme et l'animal étaient en conflit pour permettre au castor de s'y installer. On a laissé la nature reprendre ses droits. On a alors assisté à une véritable explosion de la biodiversité. » A terme, la libération du Miveau et du Molignat de leurs canalisations de béton donnera naissance à une zone humide d'un hectare. Elle fera office de bassin d'orage et de sédimentation pour les terres charriées de l'amont.

Les travaux réalisés auront également une portée touristique et pédagogique importante. La zone humide constituant un site d'observation unique à haute valeur esthétique pour les touristes, mais également un spectacle vivant pour les nombreux enfants venus en classe de forêt dans la région. « Il s'agit d'une démarche hyper-globale. Avec des impacts sur la faune et la flore, sur l'alimentation des nappes phréatiques, mais aussi sur la perception du paysage. C'est ce que j'appelle la citoyenneté du sensible », ajoute B. BELVAUX.

L'aménagement d'une zone pique-nique, de jeux pour enfants et de barbecues aura un rôle de rassembleur social et culturel, permettant l'accès au site à de très nombreuses personnes venues profiter de la proximité des ruisseaux. Une attention particulière sera accordée aux PMR. Il s'agit d'une mesure de réforme démocratique du paysage. « Nous avons une volonté pilote qui est de montrer la voie vers de nouveaux comportements à l'égard de la nature », conclut B. BELVAUX.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PROVINCIAL

1.210.000,00 € 387.200,00 € 580.800,00 € 242.000,00 €

AMÉNAGEMENT DU CŒUR DU VILLAGE DE CRUPET

Le projet d'aménagement du cœur de Crupet vise à mettre en valeur le patrimoine du village et à améliorer son image de marque, tout en portant une attention particulière au juste équilibre entre la vie des villageois et la vie touristique.

Cette initiative, portée par la commune d'Assesse en collaboration avec différents acteurs dont l'a.s.b.l. Les Plus Beaux Villages de Wallonie, la Fondation Rurale de Wallonie, la Fabrique d'Eglises, l'a.s.b.l. Parc et la Maison du Tourisme Namur-Dinant, comprend 3 axes d'actions distincts :

- Améliorer l'accès aux divers équipements touristiques tout en mettant en avant la sécurité à tout âge par le biais d'aménagements physiques au niveau de la voirie, par la création d'un nouveau parking et de deux liaisons pour la mobilité douce reliant ce parking au cœur du village.
- Attirer de plus jeunes visiteurs. La moyenne d'âge est, en effet, supérieure à 45 ans. En améliorant l'accès aux personnes à mobilité réduite, mais aussi aux familles équipées de poussettes, le village compte séduire un autre profil de touristes.
- Réaliser un maillage touristique qui incitera le touriste à rester plusieurs jours sur place. Un séjour plus long entrainant des retombées économiques plus importantes pour le secteur du tourisme et l'HoReCa.

Le point de départ de ce projet fut le plan qualité de 1999 réalisé sur base d'une étude. Celle-ci a mis en avant que les qualités esthétiques du village étaient gâchées par le grand nombre de voitures garées le long de la voirie les jours de fortes affluences.

Il s'agit d'une grande innovation pour Crupet car ces aménagements sont essentiels à la survie touristique du village, secteur actif depuis près de 120 ans.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique de rénovation de l'ensemble du village. En plus du cœur de Crupet, on compte également la rénovation du donjon, la mise en place d'un circuit d'interprétation reliant les différents sites historiques et patrimoniaux, ainsi que le réaménagement de la plaine de jeux.

Domnine BINAME, responsable du service culture et tourisme de la commune d'Assesse et de l'office du tourisme, prévoit l'aboutissement des travaux pour fin 2018.



FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE COMMUNAL
900.000,00 € 288.000,00 € 432.000,00 € 180.000,00 €

Mesure 7.6.

La mesure vise à soutenir les investissements nécessaires à la restauration et la gestion des habitats typiques de certaines zones situées dans la structure écologique principale dont fait partie Natura 2000.



RESTAURATION ECOLOGIQUE D'UNE PRAIRIE HUMIDE À GRANDVOIR (NEUFCHATEAU)



Sabine RIGAUX et son mari sont agriculteurs. Ils découvrent un jour qu'une pessière située sur leur terrain était, en réalité, une zone agricole. Forts de cette découverte, ils décident de convertir cette étendue d'épicéas en prairie.

En menant des recherches avec l'aide de Natagriwal, ils se sont rendu compte de la richesse particulière du site. Ils ont remarqué la présence d'une nardaie, d'un petit ruisseau, de mares, de fleurs et d'insectes particuliers.

L'objectif poursuivi par S. RIGAUX et son mari est de bénéficier de la diversité biologique de la zone pour poursuivre leur démarche entreprise depuis des années.

En effet, propriétaires d'une « petite » ferme bio, ils mettent tout en œuvre pour développer au mieux la biodiversité au sein de celle-ci. Et ce, principalement pour deux raisons :

- La gestion sanitaire de la ferme.
- La qualité gustative de ce qui est produit par les animaux.

La diversité de la faune et de la flore présente sur la zone à restaurer va donc leur offrir la possibilité d'enrichir qualitativement leur ferme.

Ce projet comporte 3 grandes étapes :

- Le déboisement, qui est aujourd'hui terminé.
- Le défrichement du sol à certains endroits et l'extension de la nardaie.
- L'installation des clôtures pour que le bétail puisse y pâturer à certains moments de l'année et le curage des marres.

Pour fin 2017, l'ensemble des travaux seront terminés. Il faudra alors laisser la place aux ânes et aux chèvres afin de ne pas avoir recours à des débrousailleuses et à des intrants chimiques dans cette zone protégée. A plus long terme, S. RIGAUX espère que ce projet débouchera sur des analyses et des observations scientifiques qui permettront d'aider d'autres agriculteurs à agir de la sorte afin de limiter la pollution des terres.

	FINANCEMENT PUBLIC	FEADER	WALLONIE	PRIVÉ
phase 1	14.204,00€	5.681,60€	8.522,40€	-
phase 2	26.157.85 €	10.463.14 €	15.694.71 €	2

RESTAURATION DE FORÊTS DE FEUILLUS EN FORÊT COMMUNALE DE WAIMES

Dans sa partie située en bordure de la réserve domaniale des Hautes Fagnes, la forêt communale de Waimes comporte une large zone humide, composée de terrains tourbeux et paratourbeux couverts d'épicéas. Cette ancienne lande devait initialement être intégrée à la Réserve Naturelle, mais les autorités communales dans les années 50' en décidèrent autrement.

En 2014, la commune de Waimes a revu son plan d'aménagement... Le projet subsidié vise à exploiter ces pessières et à restaurer les habitats naturels feuillus présents jadis sur de tels sols. « Au total, ce sont près de 200 ha de terrains communaux qui vont intégrer, dans 10 ans, la Réserve Naturelle des Hautes Fagnes », nous explique Joël VERDIN, Ingénieur responsable du cantonnement de Malmedy au DNF.

La présence de tourbe et les conditions de drainage rendent les terrains concernés ingrats : la sylviculture d'épicéas n'était plus adaptée. L'exploitation et la vente publique des résineux constitueront une rentrée financière stable pour les caisses de la commune pour les dix prochaines années, tout en renforçant la valeur touristique de la réserve. « La commune est consciente que la région des Hautes Fagnes est un pôle d'attraction pour le tourisme et que créer de nouvelles zones feuillues est potentiellement intéressant », précise J. VERDIN.

Il s'agit d'un projet pluriannuel qui couvre une grande surface et qui associe, dans un partenariat de 10 ans, la Wallonie et les autorités communales de Waimes. Trois caractéristiques qui en font un projet innovant.



FINANCEMENT PUBLIC	FEADER	WALLONIE	PRIVÉ
34.625,75 €	13.850,30€	20.775,45€	-

Mesure 16.3.

La mesure finance des projets de coopération entre des opérateurs pour le développement touristique lié au milieu rural.

FORÊTS D'ARDENNE

33% de la superficie wallonne étant recouverte par des étendues forestières, il est primordial de valoriser cette ressource. C'est tout l'enjeu du projet Forêts d'Ardenne.



A l'origine de ce projet, on découvre une stratégie élaborée par le professeur Bodson qui préconise de travailler par massif et de proposer une gamme de produits et de séjours thématisés forêts. L'idée derrière cette initiative est double.

D'une part, il s'agit de modifier le positionnement des 4 massifs forestiers (la Grande Forêt de Saint Hubert, la Grande Forêt d'Anlier, la Forêt du Pays de Chimay et la Forêt de la Semois et de la Houille), appelés Forêts d'Ardenne. En effet, ces massifs sont trop souvent « vendus » comme un simple décor pour le développement touristique. L'objectif est de les convertir en de véritables produits touristiques, ce qui permettra le développement économique de chaque massif tout en respectant son milieu naturel et en préservant sa biodiversité.

D'autre part, il s'agit de renforcer cette destination touristique en l'inscrivant dans une démarche de « Smart Destination » par le biais de l'intégration des nouvelles technologies au niveau de la communication, de l'information ou de la consommation de ces produits touristiques.

Les acteurs du projet agissent sur deux niveaux différents :

- A l'échelle wallonne, Ressources Naturelles
 Développement joue un rôle de coordinateur entre
 les différents massifs et développe la stratégie de
 communication.
- Au sein de chaque massif, on retrouve également une structure de portage dont la mission est de fédérer les acteurs du tourisme du territoire, et d'imaginer avec eux des séjours packagés à proposer aux visiteurs.

Marie-Caroline DETROZ, Manager « Forêt-Territoires » au sein de Ressources Naturelles Développement, nous explique que l'innovation du projet réside dans le désir de répondre aux attentes et aux envies du visiteur d'aujourd'hui, mais également à celui de demain. C'est aussi la première fois que la forêt est considérée comme un produit touristique à part entière.

Le renforcement de la stratégie de communication pour faire connaître la destination en Wallonie, dans les zones limitrophes et en zones transfrontalières, a commencé en janvier 2017.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ
402.408,00 € 211.264,20 € 191.143,80 € 100.602,00 €



EXPÉRIENCE ACTIVE ET CONNECTÉE EN WAPI

Le projet vise à renforcer l'attractivité du territoire de la Wallonie picarde, principalement autour de l'expérience client en itinérance douce. Il s'agit d'un projet d'investissement pour compléter l'équipement des 1.600 km de points-nœuds déjà présents sur le territoire. Il vise à apporter de la valeur ajoutée aux balades d'itinérance et aux circuits thématiques. Le projet compte également un volet promotion pour en informer le client.

Un autre volet porte sur l'investissement dans les nouvelles technologies et la mise en œuvre d'un système de gestion informatisée du réseau des randonnées. « L'idée est de permettre au client de partager son expérience ou de rendre compte de problèmes qu'il aurait rencontrés », nous explique Nicolas PLOUVIER, Directeur de la Maison du Tourisme Wallonie picarde. « Le client pourra également suggérer des parcours qu'il aura expérimentés à travers le réseau de points-nœuds qui quadrille le territoire. »

La région dispose d'une valeur paysagère assez forte : il est donc logique de capitaliser sur le tourisme nature, grâce notamment aux deux Parcs Naturels présents sur son territoire.

Les principaux acteurs du projet sont la Maison du Tourisme de la Wallonie picarde, les 14 Offices du Tourisme et Syndicats d'Initiative, ainsi que les deux Parcs Naturels : Pays des Collines et Plaines de l'Escaut. « Nous allons également travailler avec des acteurs privés qui bénéficieront de retombées financières », ajoute N. PLOUVIER. « Nous avons une centaine d'opérateurs inscrits dans le label Bienvenue Vélo qui seront également associés à la démarche pour être à la fois des lieux d'accueil, des lieux d'information et de services au bénéfice de la satisfaction des clients ».

Le projet est innovant dans le sens où il vient mailler un territoire dans sa globalité en matière d'itinérance de randonnée et où il vise à apporter de la valeur ajoutée sur des thématisations et des ludifications de circuits, avec l'organisation de chasses aux trésors, de jeux de mille bornes, du géocaching... « Il met le parcours client au cœur de la

stratégie et capitalise sur les technologies d'aujourd'hui et de demain pour proposer une offre adaptée aux besoins du client en fonction de ses critères de sélection », conclut N.PLOUVIER.



FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ
378.220,32 € 198.565,67 € 179.654,65 € 94.555,08 €

Mesure 16.9.

La mesure vise à développer des projets-pilotes permettant de faire intervenir des « accueillants » (agriculteurs ou forestiers, voire même des associations environnementales locales) en tant qu'experts du vécu dans le processus d'insertion des publics fragilisés.

RELAIS DU TERROIR :

DE LA BÊCHE À L'ASSIETTE, EN PASSANT PAR LA FERME

L'a.s.b.l. « La Teignouse » est active sur 11 communes de la région Ourthe-Amblève. Elle est impliquée dans des projets dédiés à la lutte contre toute forme d'exclusion sociale. « Nous accompagnons des personnes qui ont parfois besoin de se poser, pour retrouver un sens à leur vie et se remettre en projet », nous explique Patricia LAPIECE, responsable de La Teignouse. « Elles ont des parcours chaotiques qui font qu'à un moment donné, elles ne savent plus vers où aller. »

Concrètement, le projet « De la bêche à l'assiette » s'adresse à des personnes inscrites dans cette dynamique d'inclusion. Par petits groupes et accompagnées d'un assistant social, elles se rendront chez des exploitants agricoles pour partager la vie de la ferme. Mis en parallèle avec d'autres actions menées par La Teignouse, ce projet est non seulement une solution d'accompagnement individuel, mais aussi un outil d'insertion pour permettre à ces personnes de recréer du lien, de sortir de chez elles et de retrouver une forme d'utilité sociale.

Au volet « expérience de terrain », s'ajoute un volet « transformation des produits », que l'on retrouve dans l'intitulé du projet sous le vocable « à l'assiette ». En effet, dans un deuxième temps, les participants vont travailler les produits récoltés et proposer un repas à tous les villageois sous la forme d'une table d'hôtes.

A l'heure actuelle, le projet regroupe 4-5 agriculteurs et une association liée au secteur environnement. « Le programme se construira à la carte en tenant compte des possibilités des agriculteurs et des besoins individuels des bénéficiaires », précise Patricia LEPIECE.

De leur côté, les agriculteurs ont envie de cette ouverture plus sociale de leur exploitation. Et cette rencontre entre ces deux mondes, le social et l'agricole, est une démarche innovante, qui trouve encore peu d'écho en Wallonie pour le moment. « Les personnes avec lesquelles nous travaillons sont souvent



stigmatisées et assez vite pointées du doigt.
Ce projet va les remettre en mouvement, tout en leur proposant une activité qui soit utile pour tout le village », conclut P. LEPIECE.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ
397.918,26 € 208.907,09 € 189.011,17 € -

POSITIVE AGRITUDE

Le projet Positive Agritude, porté par France DEHARENG, Directrice du Centre Hospitalier Spécialisé L'Accueil à Lierneux, vise à remettre en adéquation leur service



de placement en famille d'accueil avec la société actuelle .

Le constat de départ est assez simple : les membres de leurs 51 familles d'accueil sont de plus en plus nombreux à exercer une activité professionnelle. Résultat des courses, les patients sont obligés de revenir à l'hôpital pendant la journée. Ce qui est contraire à l'objectif de départ.

L'idée est de développer un réseau de partenaires actifs dans l'agriculture, l'horticulture ou encore l'environnement et dont la mission serait d'accueillir un ou plusieurs patients psychiatriques chroniques pour partager avec eux leur travail. Une telle démarche permettrait aux patients de ne pas revenir à l'hôpital en journée et de bénéficier d'une activité formatrice, constructive et encadrée.

La plus-value de ce projet réside dans son aspect win-win. Le patient goûte à une nouvelle aventure adaptée à ses compétences personnelles et développe son autonomie. De son côté, le partenaire renforce son équipe, ce qui lui permet de diversifier ses activités.

Grâce aux financements et afin de permettre à ce beau projet de prendre vie, le CHS Lierneux vient d'engager deux nouveaux profils au sein de son équipe :

- Une ergothérapeute dont la mission sera de développer des programmes de tutorat pour chaque patient.
- Une personne formée en écologie sociale dont la mission sera de développer le réseau de partenaires et de négocier avec eux les activités à proposer aux patients en fonction des capacités de ceux-ci.

Actuellement, le CHS de Lierneux compte déjà 5 partenaires inscrits. D'ici 5 ans, F. DEHARENG espère avoir remis au travail 30 patients et développé un réseau de minimum 15 partenaires. Et ce n'est pas tout! Elle imagine déjà son projet sur le long terme: « La phase 2 du projet, si nous continuons à pouvoir bénéficier de cette subvention, serait, dans l'idéal, de pouvoir arriver à une forme d'entreprise de travail adapté où le patient serait vraiment rémunéré avec un véritable travail à la clé », conclut F. DEHARENG.

FINANCEMENT PUBLIC FEADER WALLONIE PRIVÉ

491.500,00 € 258.037,50 € 233.462,50 € -

EVALUATION EX POST DU PWDR 2007-2013

Au terme du Programme wallon de Développement Rural (PwDR) 2007-2013 (plus de 570 millions € de dépenses publiques), il était important d'examiner le degré d'utilisation des ressources, son efficacité (production des résultats escomptés et réalisation des objectifs fixés), son efficience (mesure de la bonne utilisation des ressources humaines, matérielles et financières en regard des résultats obtenus), ses conséquences socio-économiques, ainsi que son impact sur les priorités définies par l'Europe et la Wallonie.

C'est l'objectif de l'évaluation ex post réalisée par la société ADE, évaluateur externe désigné par la Wallonie pour mener à bien cette tâche ardue mais extrêmement utile pour tirer des enseignements concernant la politique de développement rural. En regard des objectifs du programme, cette évaluation ex post recense les facteurs ayant contribué au succès ou à l'échec de la mise en œuvre des mesures, y compris en termes de durabilité, et définit les bonnes pratiques et les pistes potentielles d'amélioration des programmes en cours ou à venir.

Méthode et outils

Depuis juin 2012, l'évaluateur a mobilisé différentes méthodes et outils, quantitatifs et qualitatifs, pour préparer cette évaluation ex post à mener dans le respect des lignes directrices européennes comportant, d'une part, des questions évaluatives relatives à chacune des mesures mobilisées (exemples : Comment et dans quelle mesure la Mesure 112. « Installation des jeunes agriculteurs » a-t-elle contribué à améliorer la compétitivité des bénéficiaires ? Comment et dans quelle mesure la Mesure 214 « Paiements agroenvironnementaux » a-t-elle contribué à améliorer la situation du point de vue environnemental en Wallonie?) et d'autre part, des guestions transversales (exemples : Dans quelle mesure le PwDR a-t-il contribué à la création d'emplois ? Dans quelle mesure le PwDR a-t-il contribué à améliorer la qualité de vie en zone rurale et encourager la diversification de l'économie rurale ? qui se concentrent sur les effets globaux du PwDR.

Les outils mis en place par l'évaluateur ont été nombreux : analyses documentaires, exploitation des données administratives de suivi des projets, enquêtes auprès des bénéficiaires et des gestionnaires des mesures, études de cas, tables rondes et analyse des données comptables et bilantaires, etc.



La combinaison des outils et l'analyse croisée des données, qualifiée de triangulation de l'information sont à la base des réponses aux questions évaluatives. L'approche contrefactuelle (comparaison statistique d'échantillons de bénéficiaires et non bénéficiaires similaires) a été appliquée là où c'était possible.

Conclusions et recommandations

Les conclusions de l'évaluation ex post concernent tant la compétitivité, la viabilité et la cessibilité des exploitations agricoles wallonnes. L'évaluation relève notamment que le PwDR a permis d'augmenter la valeur ajoutée et la productivité du travail (VA/UT) des exploitations bénéficiaires mais n'est pas parvenu à limiter la dégradation accrue du renouvellement des générations en Wallonie sur la période 2007-2013. L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs a toutefois contribué à améliorer la trésorerie des exploitations et a influencé davantage la manière d'envisager la reprise que la décision de reprendre ou non l'exploitation.

En matière d'environnement, la contribution du PwDR est évaluée sur différents plans (qualité des eaux, biodiversité, paysages). L'évaluation relève notamment que le PwDR a joué un rôle positif sur la qualité des eaux en évitant qu'elles ne se dégradent globalement, tout comme elle a relevé que le PwDR exerce un important effet positif sur la biodiversité, sans parvenir cependant à

renverser les tendances négatives, sauf localement. Le PwDR reste le principal instrument qui contribue à enrayer le déclin de la biodiversité des terres agricoles. En matière d'attractivité du milieu rural, la contribution du PwDR est également évaluée sur différents plans (diversification des activités et de l'économie rurale, promotion touristique des territoires, qualité de vie locale, gouvernance et mobilisation du potentiel de développement endogène des zones rurales (LEADER)).

Au terme de cet important travail d'évaluation, quinze recommandations ont été formulées : une d'ordre stratégique afin d'améliorer la mise en œuvre des prochains programmes, six relatives à la compétitivité des entreprises et des territoires ruraux, cinq en matière d'environnement et une relative à la mise en œuvre du programme, son suivi et son évaluation. Retrouvez-les dans le rapport complet de l'évaluation ex post du PwDR 2007-2013 ainsi que dans le résumé exécutif disponibles à l'adresse suivante : http://www.reseau-pwdr.be/news/evaluation-ex-post-pwdr-2007-2013

Le Réseau a aujourd'hui initié un travail de valorisation de cette évaluation ex post afin d'améliorer les programmes en cours ou à venir. Une première étape a été réalisée à travers les travaux de la réunion spéciale de la Commission Permanente du RwDR du 23 février dernier.



S'articulant de façon étroite avec le Programme wallon de Développement Rural et ses différentes mesures, le Réseau wallon de Développement Rural et sa Cellule d'Animation jouent un rôle central auprès de tous les acteurs de la ruralité en Wallonie. Mais comment le Réseau et ses différentes instances fonctionne-t-ils ? En voici un aperçu.

Après un retour sur différents projets financés par le Programme wallon de Développement Rural (PwDR), il semblait essentiel de revenir sur le fonctionnement du Réseau wallon de Développement Rural (RwDR), son rôle, mais aussi sur ses différentes instances et leurs fonctions.



Le Réseau wallon de Développement Rural et ses instances

Afin de bien comprendre le fonctionnement du Réseau, il est important de comprendre son articulation avec le PwDR. Le Programme wallon de Développement Rural consiste en une série de mesures, visant à soutenir financièrement le développement rural en Wallonie durant la période 2014-2020. Agriculture, forêt, TPE/PME, tourisme, santé... nombreux sont les domaines soutenus par ces mesures. Afin d'attribuer ces financements, ces mesures font l'objet d'appels à projets, qui sont renouvelés jusqu'à ce que l'enveloppe soit épuisée.

Le Réseau a pour mission de faciliter l'implémentation des différentes mesures du PwDR. Il vient en support de la mise en œuvre de ces différentes mesures. Groupes de travail autour de thématiques telles que l'agriculture sociale ou l'innovation, visites de terrain,

séminaire régionaux et internationaux, liens avec les réseaux européens... telles sont les nombreuses activités du Réseau. Celles-ci visent toutes un objectif commun : travailler collectivement sur le développement rural en Wallonie.

Car le RwDR, c'est avant tout un collectif d'organisations membres (une trentaine au total*), toutes actives dans le développement des territoires ruraux : Associations de Centres Culturels, syndicats agricoles, Commissariat Général au Tourisme... Ces membres sont la colonne vertébrale du Réseau.

Afin de mettre en réseau tous ses membres, le Réseau est animé par sa Cellule d'Animation (CAR). La Cellule d'Animation du RwDR est composée de 7 personnes, qui travaillent à tempspartiel afin de faire vivre au quotidien le RwDR: animation des Groupes de Travail thématiques, organisation d'événements, communication et dissémination de bonnes pratiques... toutes ces tâches sont assumées par les membres de la CAR.

Mais il n'est évidemment pas question de laisser la CAR décider seule des orientations à prendre au sein du Réseau. Pour cela, la Cellule est encadrée de plusieurs instances, qui sont là pour l'aider à déterminer le programme de travail du RwDR.

Les instances du Réseau

Tout d'abord, citons la Commission Permanente du RwDR, à laquelle nous avons déjà consacré un article dans notre numéro 27, qui définit les priorités en matière d'actions et de perspective à donner aux travaux du RwDR. Celle-ci est composée de représentants de tous les membres du Réseau. Parlons ensuite du Pool des partenaires, composé d'organismes spécialisés dans le conseil, la vulgarisation et le développement de compétences, qui a pour rôle d'assurer une veille stratégique en matière de développement rural.

Enfin, le Réseau dispose d'un Conseil Scientifique, composé notamment de chercheurs et d'académiques, qui accompagnent la CAR tout au long de ses activités dans le domaine de l'innovation. Ce Conseil est particulièrement sollicité dans le cadre de la Route de l'Innovation, dont nous vous parlions dans un numéro précédent.

UN SITE WEB RICHE EN RESSOURCES

L'une des missions du Réseau est de diffuser au plus grand nombre des bonnes pratiques, des ressources, mais aussi des événements et publications autour du développement rural en Wallonie et en Europe. Pour cela, le site web du RwDR (www.reseau-pwdr.be) est une véritable mine d'informations, qui regroupe les ressources rassemblées par la CAR au fil des différentes programmations.

GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

Le Réseau a notamment pour rôle de réunir différents acteurs autour de GT thématiques, travaillant différents sujets liés aux mesures du PwDR. Parmi les sujets de GT on compte : la biodiversité, la santé en milieu rural, l'agriculture et la foresterie sociales, l'innovation... Plus d'informations sur ces GT à cette adresse : http://www.reseau-pwdr.be/sections/groupes-de-travail

^{*} Découvrez la liste complète sur notre site web à cette adresse : www.reseau-owdr.be/members-main-list

Génér'Actions est un groupe citoyen apolitique fondé en septembre 2015. Actif sur le territoire du Groupe d'Action Locale (GAL) Burdinal-Mehaigne et jusqu'à Huy et Waremme, il compte une dizaine de membres âgés de 25 à 40 ans. Son objectif est de permettre à chacun d'agir sur son quotidien via la mise en œuvre de divers projets collectifs.

« À la base de la mise en place de Génér'Actions, explique Pierre JORIS-DEMY, membre et animateur du groupe, il y a le constat que trop de gens subissent le monde dans lequel ils vivent, alors qu'ils peuvent prendre en main leur destinée, qu'ils ont un rôle à jouer au quotidien. » Mais si la tendance est à la stigmatisation et au pessimisme, Génér'Actions a résolument opté pour l'optimisme : « On a souvent tendance à présenter les choses de façon négative : rien ne va plus, le réchauffement climatique, la crise économique... Nous voulions surtout présenter les choses sous un aspect positif, faire comprendre que le citoyen est acteur du changement, qu'on peut faire des choses sans forcément passer par les institutions politiques. » Un état d'esprit fortement inspiré par le film «Demain», le documentaire de Cyril DION et Mélanie LAURENT sorti en 2015 et qui a marqué les membres du groupe. « Partout dans le monde, des solutions existent » constate le sous-titre qui parle d'un renouveau de la société et met en avant les acteurs, modestes mais déterminés, du changement.

Forts de cet état d'esprit, les membres du groupe ont décidé de mobiliser une tranche d'âge de jeunes adultes, « habituellement peu concernés par la mise en place d'actions sociales ou solidaires ». La première réunion a été l'occasion de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour faire agir les gens ; et deux principes ont été retenus.

Relayer les idées et développer des actions

Le premier principe est de rester ouvert aux idées et aux envies de la population. « Si quelqu'un a une idée d'action possible dans le domaine social, Génér'Actions l'amène à rencontrer la personne qui peut contribuer à mettre son projet en place », explique Pierre. La Commission locale de Développement Rural de Wanze (lire l'encadré), ou la Fédération des commerçants de Huy sont des exemples parmi d'autres de structures qui peuvent faire bouger les choses. La Fédération des commerçants a justement montré son intérêt pour le développement d'une monnaie citoyenne, le « Valeureux », déjà bien implanté à Liège. Et c'est le second principe sur lequel s'appuie Génér'Actions : mettre directement en œuvre certains projets. L'introduction du « Valeureux » en est un, qui semble aujourd'hui sur de bons rails puisqu'un

représentant de l'a.s.b.l. liégeoise est venu rencontrer les membres du groupe hutois. Une conférence sur le sujet est organisée le 29 mars au Centre culturel de Huy.

La promotion du circuit court

L'organisation de petits déjeuners basés sur des produits locaux est une autre action mise en place. Le premier a eu lieu le 19 décembre dernier et a réuni une quarantaine de personnes. « Le but est la promotion du circuit court, précise Pierre. Nous prévoyons aussi d'organiser, sur le même principe, des «apéros circuit court», au printemps. »



LA COMMISSION LOCALE DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE WANZE

Dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme Communal de Développement Rural (PCDR), la Commission locale de Développement Rural (CLDR) fait le lien entre la population et le collège communal. Elle rassemble des personnes de tous les âges, de tous les villages et de différentes catégories socio-professionnelles désireuses de s'investir pour promouvoir le développement de la cohésion sociale et l'aménagement du territoire.

La CLDR de Wanze a défini plusieurs groupes de travail. L'un d'eux, en phase avec les objectifs de Génér'Actions, réfléchit au développement de la cohésion sociale et de l'économie locale et a mis en place deux actions :

- Les « incroyables comestibles » : des bacs de terre plantés de plantes aromatiques. Ils sont disposés dans des endroits passants de la commune. Les habitants peuvent bien sûr cueillir les plantes pour leur consommation, mais surtout se rencontrer, se parler.
- Les « trocantes » sont quant à elles des journées (la première a été organisée au printemps 2016) qui permettent aux gens d'échanger des objets. L'échange est donc matériel, mais surtout social et humain.

Ensuite, d'autres projets viendront, qui ne sont pas encore définis. « Nous voulons continuer à fonctionner à partir des idées suggérées par les gens. Il est prévu que le groupe s'agrandisse et évolue en fonction des bénévoles qui nous rejoindront sur chaque projet. » Le principe est bien, précise Pierre, de travailler avec des bénévoles qui

changent, qui s'investissent chacun dans un projet particulier, pas de mettre en place une structure de membres permanents. « Pour l'instant Génér'Actions n'en est qu'aux balbutiements, conclut Pierre. Mais nous sommes contents de l'ampleur déjà prise. »



UNE JEUNE RECRUE AU GAL BURDINAL MEHAIGNE

Camille ENGLEBERT a 30 ans. Jeune maman très active dans le milieu associatif, elle est chargée de projet au GAL Burdinal Mehaigne où elle s'occupe de la fiche-projet « Un réseau pour une ruralité en transition ».

Quel a été votre parcours avant d'intégrer le GAL?

« J'ai obtenu un diplôme de gestion des ressources humaines, à Namur. Ensuite, j'ai eu envie d'aventure et de découverte, et j'ai passé un an à Montréal où j'ai obtenu un certificat en animation et en recherche culturelle. À mon retour, j'ai rejoint une a.s.b.l. culturelle à Marchin, Latitude 50. J'y suis restée sept ans en charge des résidences artistiques. L'a.s.b.l. est un pôle d'arts du cirque et de la rue, installée dans un village rural. J'y étais chargée de l'accueil de gens du monde entier... Le cirque ça voyage! J'ai alors constaté que j'aimais ma région, et que j'étais fière de la faire découvrir. Les gens du cirque sont des gens du voyage, mais ils aiment se sentir chez eux, et il faut soigner l'accueil : c'était mon rôle.

Puis j'ai eu envie de changement et j'ai contacté le GAL. En janvier dernier j'ai été engagée pour mettre en œuvre la fiche-projet « Un réseau pour une ruralité en transition » portée par le GAL Burdinal Mehaigne. Je suis très enthousiaste! »

Quelle est votre fonction au sein du GAL?

« Actuellement, je suis donc chargée de mission pour cette fiche-projet. La population a besoin de lien social sur le territoire. Un besoin de consommer durable aussi. Les associations et les citoyens sont dynamiques, mais il faut les transformer en partenaires.

Dans ce cadre, je travaille sur trois grands axes : la transition des savoir-faire et des métiers liés au développement durable, la constitution d'un réseau des acteurs du territoire (les collectivités, les citoyens, les associations...) et la création de lien social (en étant attentive à la mixité sociale). Dans ces deux derniers domaines, Génér'Actions est typiquement le genre d'acteur que je cible. Pierre JORIS-DEMY, l'un des membres du groupe, est aussi actif au sein de la Commission locale de Développement Rural de Wanze. Il est typique du profil d'une jeunesse engagée, le genre de personnes avec lesquelles on peut faire avancer des projets.

Mais pour l'instant, j'en suis surtout à la phase de contact, la mise en œuvre de la fiche devant durer jusqu'en 2021. »

Le fait d'être un jeune membre du GAL permet-il une approche particulière ?

« Dans le réseau, il y a des anciens. Les directeurs de CPAS par exemple ont souvent de la bouteille! Mais je ne me sens pas mal à l'aise, les gens sont conscients que la jeunesse permet d'insuffler de l'énergie. Surtout, je ne suis pas issue du milieu, donc ça permet de créer une nouvelle dynamique, d'apporter de nouvelles idées. Les gens sont très enthousiastes. De plus, le projet de fiche est ancien, la thématique anime les acteurs depuis longtemps, alors ils sont contents de voir maintenant quelqu'un qui travaille concrètement sur le projet.

J'aime particulièrement ce travail. Une bonne organisation est nécessaire, bien sûr, et il faut de la flexibilité, pouvoir travailler le week-end et le soir, car c'est là qu'on rencontre la population, mais ça me plait! »





Un PEI (ou EIP en anglais) est un « Partenariat Européen d'Innovation ». Son objectif est d'accroître l'innovation collective en alliant tous les acteurs d'un même domaine et en mutualisant les savoir-faire de chacun. Un PEI vise à accélérer la définition des normes, à mobiliser la demande dans un secteur, ou à coordonner les investissements et les agendas de recherche.

Le Partenariat Européen d'Innovation « Productivité et développement durable de l'agriculture » (PEI-AGRI) a été lancé en 2012. Il vise à encourager une agriculture et une sylviculture durables, compétitives et plus efficaces dans l'utilisation des ressources.

Il rassemble des agriculteurs, des conseillers, des chercheurs, des entreprises de l'agroalimentaire, des ONG et d'autres acteurs, partenaires de l'innovation dans l'agriculture et la sylviculture. Ils forment ensemble un réseau PEI à l'échelle de l'Union Européenne (UE). La mise en relation de ces différents protagonistes se fait à travers des actions visant l'innovation, telles que les Groupes Opérationnels et les Focus Groups (groupes de réflexion). Ils vont donc travailler ensemble, partager leurs idées, transformer les connaissances en solutions innovantes pouvant être plus aisément mises en pratique.

Le PEI-AGRI contribue à la diffusion de toutes les connaissances (nouvelles ou existantes) importantes en matière d'innovation agricole au travers de l'Union européenne. Dans la pratique, l'idée est que lorsqu'une solution est développée dans un pays, tous les acteurs du secteur puissent accéder à l'information le plus rapidement possible.

Au-delà du partage et de la propagation des idées innovantes, le PEI-AGRI contribue à intégrer les différentes sources de financements de manière à ce qu'elles contribuent ensemble à atteindre un objectif commun et à décupler les résultats.

Découvrez dans les lignes qui suivent un panorama non-exhaustif des publications du PEI-AGRI. En savoir plus sur une publication? Scannez le QR Code!

Benchmarking sur la productivité et la durabilité des fermes

Ce rapport présente les conclusions du groupe de discussion qui a réuni plus de 20 experts originaires de 14 États membres européens, dont l'objectif était d'explorer les possibilités pour les agriculteurs d'utiliser les données et le processus d'analyse comparative des fermes dans un but d'amélioration des performances de productivité et de durabilité en agriculture. Avec l'arrivée d'entreprises spécialisées en TIC sur le marché de l'agriculture, on voit apparaitre des services de gestion de données. Si l'on combine des données provenant de plusieurs organisations (données partagées), celles-ci peuvent avoir une réelle valeur ajoutée pour les agriculteurs et l'analyse comparative des fermes. Ce groupe de discussion a permis aux experts d'identifier 5 modèles de partage de données avec des potentiels distincts. Ils ont également pointé du doigt certains sujets prometteurs concernant des innovations futures et ont conclu leur travail par des remarques sur les défis de l'innovation à l'échelle européenne, en particulier concernant la gestion de données PAC et l'échange transfrontalier de données.

EN SAVOIR PLUS



Focus Group : les systèmes de production de lait robustes et résilients – starting paper

L'environnement compétitif des systèmes de production laitière bovine est en lien avec l'augmentation de la pression sur le bien-être de l'animal dû aux différents facteurs de stress.

Le bon compromis entre la production et le bien-être de l'animal est la robustesse. Dans ce contexte de pression économique permanente, que ce soit sur la production laitière ou sur le bien-être animal, le groupe de discussion examinera la question suivante : comment créer de bonnes conditions pour les élevages bovins dans les différents systèmes de production ?

Le groupe analysera des pratiques et des approches qui prennent en compte la reproduction, la nutrition, la fertilité, la santé, le bien-être et la gestion en tous points du cycle de vie de l'animal. Cette publication, rédigée en amont de la première rencontre à Zagreb, est destinée à provoquer des réflexions chez les participants et à créer un bon environnement de travail prônant l'ouverture d'esprit pour cette rencontre.

LIRE PLUS ?



Atelier: villes & nourriture, connecter les consommateurs et les producteurs - rapport final

Cette publication contient les conclusions finales de l'Atelier ayant pour but de stimuler les idées et les actions destinées à construire des systèmes alimentaires innovants et des chaines agroalimentaires qui puissent mettre en relation les producteurs et les consommateurs. Cet Atelier a rassemblé plus de 80 participants originaires de 20 pays différents.

Les objectifs de la rencontre étaient les suivants :

- Stimuler la communication entre les producteurs / organisations de producteurs et les responsables politiques de développement rural dans au moins 20 villes européennes dans le cadre de la promotion d'une chaine alimentaire courte.
- Explorer des actions communes incluant des mécanismes de partages d'expériences et les étapes concrètes à mettre en place pour développer une approche alimentaire locale
- Diffuser un kit contenant des exemples et des références de coopérations villes/producteurs dans le système d'approvisionnement alimentaire.

DÉCOUVREZ LES CONCLUSIONS DE LA DISCUSSION!





Focus Group : mobilisation durable de la biomasse forestière

Cette publication présente les différents points de départ du groupe de discussion sur la mobilisation durable de la biomasse forestière. La discussion s'articulera autour de la question suivante : comment améliorer la mobilisation durable de la biomasse de nos forêts en Union européenne. Pour y répondre, ce groupe se concentrera sur l'innovation pour différents types de biomasse forestière. Et ce, pour tous les marchés possibles. Il analysera également le potentiel de l'offre sous-exploitée de la biomasse forestière et considérera les challenges et les opportunités pour augmenter cette offre.

VOIR LA PUBLICATION EN ENTIER!



Focus Group: nouveaux arrivants en agriculture: leçons pour favoriser l'innovation et l'entreprenariat – rapport final

Cette publication offre une vue d'ensemble et une synthèse des sujets principaux abordés lors du groupe de discussion sur la thématique « Nouveaux arrivants en agriculture : leçons pour favoriser l'innovation et l'entreprenariat ». Les objectifs de la discussion étaient les suivants :

- Clarifier les défis principaux rencontrés par les nouveaux arrivants, identifier les solutions potentielles et existantes.
- Identifier les modèles opérationnels et organisationnels potentiels des nouveaux venus.
- Proposer des actions innovantes pour améliorer et stimuler l'implantation de nouvelles entreprises agricoles et multiplier leurs effets positifs sur le secteur.
- Identifier les besoins pratiques et les lacunes possibles dans les compétences qui pourront être abordés lors de recherches ultérieures.

Ce groupe de discussion était composé de 20 experts originaires d'un peu partout en Europe.

DÉCOUVREZ LES CONCLUSIONS DE CE FOCUS GROUP!



RETROUVEZ ÉGALE-MENT LE STARTING PAPER ET LES FACT-SHEETS DE CE GROUPE DE DISCUSSION



Découvrez une série de documents en français :

Collectivités locales et nouveaux arrivants en agriculture leçons pour promouvoir l'innovation et l'entreprenariat.



Conseillers, accompagnateurs et nouveaux arrivants en agriculture : leçons pour promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat



Nouveaux arrivants en agriculture modalités d'accès aux moyens de production.



Le 3 mars dernier a eu lieu la deuxième journée de la Route de l'Innovation*. La Route a fait arrêt à la Ferme de Jambjoule, à Villerssur-Lesse, et a permis au collectif d'acteurs d'avancer un peu plus dans sa réflexion sur l'innovation au sein de l'agriculture wallonne

Intéresséle! ? La prochaine journée aura lieu en mai prochain!





GÉRY DE PIERPONT, LE PASSEUR DE PATRIMOINE

Géry DE PIERPONT est historien de l'art et chargé de projet pour le réseau Églises ouvertes, une a.s.b.l. qui favorise le maintien des églises au cœur de la vie communautaire villageoise, et qui bénéficie d'un financement du PwDR dans le cadre de la Mesure 16.3.

Après des études d'archéologie à l'Université de Liège, Gery DE PIERPONT s'est intéressé à la préservation du patrimoine monumental. « J'ai travaillé à la Fondation Roi Baudouin et me suis trouvé une vocation de passeur de patrimoine, explique-t-il. J'ai aussi été conservateur au musée d'Histoire de la Belgique, à Bruxelles. » Le fil rouge de sa carrière ? Un intérêt pour le patrimoine et pour la communication.

Rapidement, Gery DE PIERPONT s'intéresse aussi au tourisme culturel. Il est touché par la manière dont on peut « entrer en résonnance » avec un bâtiment historique. « Le bâtiment a une âme, comme disent souvent les gens. » Enfin, il rejoint le réseau Églises ouvertes : « Les églises ne sont pas des édifices comme les autres, elles sont nées de la ferveur de la population, construites parfois sur de longues années : si on se met à l'écoute, une fibre profonde nous relie à nos prédécesseurs. »

Aujourd'hui, beaucoup d'églises ne sont ouvertes que pour les offices, et ce patrimoine échappe de plus en plus aux populations. « Mais ces lieux éminemment symboliques peuvent retrouver un sens culturel, social et spirituel. Il peut aussi y avoir un lien avec une dynamique de fonctionnement rural : l'église est un repère dans le paysage, elle permet de retrouver le sens de la communauté. Le cœur du village se remet à battre. »

Une approche à la base de son action au sein de l'a.s.b.l. : « J'ai beaucoup travaillé à développer des dynamiques de mise en réseau. Une association a une grande capacité à mobiliser les gens, les idées et les projets. Une de mes fonctions est de mobiliser ces ressources, de créer un esprit de réseau. Il peut y avoir des problèmes, des bénévoles vieillissants, peu reconnus... Il faut leur dire qu'ils peuvent jouer un rôle, il faut créer du lien. »

Gery DE PIERPONT apprécie surtout de faire un travail qui rencontre une réelle attente des gens : « C'est une valorisation de mon expérience et je donne un sens à ce que je fais. C'est un projet qui me nourrit, je rencontre du monde, et c'est un véritable enjeu de société. »

DEVENIR VOLONTAIRE DANS TOUTE L'EUROPE : LE CORPS EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ

Présenté à l'occasion de la rencontre du sous-groupe LEADER/CLLD de l'Assemblée des réseaux ruraux européens du 21 février, organisée par l'ENRD, le corps européen de solidarité est une nouvelle initiative de l'Union européenne qui vise à donner aux jeunes la possibilité de se porter volontaires ou de travailler dans le cadre de projets destinés à aider des communautés et des personnes dans toute l'Europe.

Les jeunes peuvent s'inscrire au corps européen de solidarité à partir de 17 ans, mais ils doivent avoir atteint 18 ans pour pouvoir démarrer un projet. Ils doivent achever le projet avant leurs 31 ans.

Une phase pilote 2016 -2017 vise à engager 100 000 jeunes dans des projets de volontariat. 20 000 sont déjà inscrits.

Au terme d'une simple procédure d'inscription, les participants peuvent être sélectionnés pour prendre part à un large éventail de projets :

Aider à reconstruire une école ou un centre communautaire détruit par un

- tremblement de terre
- Venir en aide à des demandeurs d'asile qui viennent d'arriver dans un pays
- Restaurer des milieux naturels Natura 2000 en participant à des projets LIFE
- Travailler avec des personnes handicapées dans un centre communautaire
- Ftc

Pour s'inscrire https://europa.eu/youth/Solidarity_fr

SÉMINAIRE EUROPÉEN SUR LES COOPÉRATIVES CITOYENNES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

Les citoyens s'impliquent de plus en plus dans la production d'énergies renouvelables. Et pas seulement en installant des panneaux photovoltaïques! Tout un chacun peut maintenant très facilement devenir propriétaire d'une éolienne, d'un barrage hydroélectrique, voire même d'une biométhanisation agricole. Pour cela, il suffit simplement d'adhérer à une coopérative citoyenne.

Ce secteur est en pleine croissance et RESCOP, la fédération européenne des coopératives d'énergie renouvelable, représente maintenant un réseau qui regroupe 1.250 coopératives et leurs 650.000 citoyens.

Les différentes dimensions de ce mouvement ont été détaillées au cours d'un colloque interrégional tenu à Eupen le 17 janvier dernier. Un point important à retenir dans les présentations est la valeur ajoutée fantastique qu'apportent les coopératives dans l'approche territoriale de la transition énergétique. Elles ne se contentent, en effet, pas de palier l'indécision des banques face aux investissements énergétiques, mais elles contribuent à développer des stratégies intégrées en proposant des solutions opérationnelles à des questions d'isolation du bâti, de mobilité, d'économie circulaire... et surtout un formidable levier de sensibilisation. Tout cela en apportant aux citoyens un revenu appréciable sur les capitaux investis. On peut parler de démocratie énergétique.

Avec de tels outils, l'objectif de 100% d'énergies renouvelables pour la

Belgique à l'horizon 2050 n'est plus une utopie. On comprend dès lors que les coopératives citoyennes soient dorénavant des partenaires clés pour les communes, les écoles, les entrepreneurs locaux et les agriculteurs. Plusieurs exemples ont permis d'en illustrer la portée : en Belgique à Asse, Waimes, Amel et Büllingen, tout comme en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne... Ainsi par exemple la coopérative « Courant d'air » est partenaire du GAL « 100 villages – 1 avenir » dans un projet LEADER de « chasse aux joules » dans les écoles communales.

Exposés disponibles à cette adresse : http://conference.rescoop.eu/ fr/centre-de-documentationdocumentation-center/

GENERATION RENEWAL

Le 25 janvier 2017 été organisé, à Bruxelles, un Atelier européen sur le thème « Renouveau des générations par le développement rural ». Cet atelier, organisé conjointement par le point de contact de l'ENRD et le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA), a notamment porté sur l'identification des différentes mesures des Programmes de Développement Rural susceptibles de soutenir le renouvellement des générations en agriculture.

A travers des présentations en plénière et un travail en petits groupes, l'atelier a abordé les défis auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs et les nouveaux arrivants, tels que l'accès à la terre, aux finances, à la formation et aux connaissances. Il a permis une rencontre et un dialogue fructueux entre les représentants des réseaux nationaux de développement rural, les représentants des jeunes agriculteurs et des nouveaux entrants, en s'appuyant sur différents exemples issus de l'ensemble de l'UE, des résultats de Cork 2.0 et des productions du groupe de travail EIP-Agri sur les nouveaux entrants dans l'agriculture.

Les différents exemples de bonnes pratiques européennes présentés (mention spéciale pour les présentations de Agnès PAPONE concernant la ferme Lavancia – France et celle de Zoée GALLEZ de terre en vue – Belgique – concernant la transmission des fermes et l'accès à la terre), et les présentations utilisées durant la journée sont disponibles à l'adresse suivante :

https://enrd.ec.europa.eu/ news-events/events/enrd-workshop-'generational-renewal-throughrural-development' en



UN JEU VIDÉO POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES D'UN PUBLIC DE SECONDAIRE

Le jeu vidéo est en train d'acquérir une véritable légitimité (recherches universitaires, cycles de conférences, serious games...), notamment comme vecteur d'apprentissage. Natagora a bien compris son importance et a lancé, en mars 2016, un jeu vidéo d'éducation à l'environnement. Rencontre avec Maëlle DUFRASNE, responsable du projet chez Natagora.

Pourquoi avoir opté pour le jeu comme moyen d'apprentissage?

Je suis animatrice, et je travaille dans le domaine de l'éducation à l'environnement depuis pas mal d'années : pour moi le jeu c'était la base de l'apprentissage avec les enfants. Et finalement, je me suis rendue compte que dans les animations avec les adultes, le jeu fonctionne tout aussi bien. Pour moi, c'était vraiment l'évidence de transposer le réel dans un univers ludique : la base de l'apprentissage, c'est l'imitation.

Pourquoi particulièrement le jeu vidéo dans ce cadre ?

Je travaillais déjà beaucoup avec des adolescents en extérieur, mais je me suis rendue compte qu'il y avait une partie de ce public que je n'arrivais pas à toucher par cette méthode. Il y avait aussi l'obstacle au sein même des écoles secondaires : ce n'est pas toujours facile de prévoir un moment où tout le groupe doit aller en extérieur, ne serait-ce que logistiquement. J'étais dans une réflexion sur comment toucher ce public. À la même époque, je prenais beaucoup les transports en commun, et j'étais frappée par tous ces ados devant leurs écrans.



Je me suis alors dit « c'est évident, il faut proposer quelque chose sur un écran ».

Ce jeu était donc destiné uniquement à un public qui n'était pas souvent en extérieur ?

Non, en réalité ce jeu est une porte d'entrée. Utilisé en classe, il dure une vingtaine de minutes, ce qui permet également aux professeurs d'intégrer une partie « terrain » s'ils le désirent. Le but était vraiment de faire le lien entre jeu vidéo et extérieur. Une de mes craintes de départ était de « coincer » le jeune dans un univers uniquement virtuel, mais j'ai rapidement réalisé qu'ils faisaient très rapidement le basculement entre virtuel et réel : bien plus vite que moi qui ne suis pas née avec ces technologies.

Il n'y a donc pas tant le clivage entre virtuel et réalité ?

Non, et je crois que c'est une vision de gens qui n'ont pas baigné dedans aussi tôt.

Quelles sont les compétences visées par le jeu ?

On a conçu le jeu avec deux partenaires : Hypothèse, qui est une association de sciences à l'école, et l'Université de Namur, le département Didactique Biologie. À trois, on a vraiment essayé de balayer les référentiels de compétences. En travaillant avec Hypothèse, qui est plutôt sur le degré inférieur, et l'UN qui travaille plutôt sur le supérieur, on a pu balayer pas mal de matières. Chaque scénario reprend une série de matières scolaires plus ou moins approfondies : il y a donc des scénarios plus simples, d'autres plus complexes.

Dans le dossier pédagogique, l'enseignant peut voir les différents scénarios et décider lequel utiliser.

Un an après son lancement, peut-on dresser un premier bilan ?

Nous sommes toujours en phase de sondage, donc nous n'avons pas encore de chiffres précis. Mais à travers mon expérience de terrain, je peux déjà tirer deux constats. D'abord le fait que les enseignants manquent de formation de base liée à ces supports-là. Et puis ils sont souvent dépassés par les élèves, donc c'est une posture particulière de l'enseignant, qui accepte de se dire « voilà, je me lance et on verra bien ce qui peut se passer ».

Ensuite pour l'évaluation pendant le jeu, on a utilisé des indicateurs de services écosystémiques, avec plusieurs jauges qui indiquent les résultats. Les élèves y accrochent super bien, parce qu'ils font un scénario, ils vont voir cette mire, et si ça correspond ou pas à ce qu'ils voulaient faire. On a aussi remarqué que des élèves refaisaient systématiquement le scénario pour arriver à quelque chose qui leur convenait. C'était chouette car ils accrochaient, ils continuaient.

Sorti il y a un peu plus d'un an, Nowatera est un jeu vidéo créé par Natagora, en collaboration avec l'Université de Namur, l'association Hypothèse et Digital Wallonia, et développé par Belle Productions. Sa production aura duré environ 1 an et demi, et il est essentiellement destiné à un public de secondaire.

APPELS À PROJETS POUR DEUX MESURES DU PWDR

Deux mesures du PwDR font l'objet d'un appel à projet. La mesure 7.2 « Investissements dans la création, l'amélioration ou le développement d'infrastructures dans le domaine de la santé », dont l'appel à projets sera ouvert jusqu'au 30 juin 2017, ainsi que la mesure 16.9 « Diversification des activités agricoles et forestières dans le domaine de la santé », dont l'appel à projets sera clôturé le 31 août 2017. Plus d'informations à cette adresse : goo.gl/Bul02V

LINC 2017 AU LUXEMBOURG

Le prochain LINC 2017 aura lieu du 9 au 11 mai 2017 au Luxembourg. Il s'agit d'un rassemblement européen dédié au développement rural. L'organisation internationale LINC accueille les promoteurs ruraux tels que les membres des groupes / associations LEADER, les membres du

conseil d'administration de LEADER, les membres des réseaux nationaux, les autorités de gestion et les agences de paiement, le personnel du projet et toutes les personnes intéressées par le développement rural. Retrouvez le programme complet en ligne à cette adresse: http://linc2017.eu/



RURAL BUSINESSES – THE FUTURE IS NOW

Le 30 mars a eu lieu un séminaire, organisé par l'European Network for Rural Development, intitulé « Revitaliser les zones rurales via l'innovation des entreprises ». Cet événement a exploré les politiques européennes et les outils

disponibles pour soutenir et appuyer les pratiques existantes, ainsi qu'inspirer les futures initiatives. Le séminaire fait partie d'une thématique plus large, travaillée par l'ENRD sur les « Smart and competitive rural businesses. »



MIDI DE LA BIOMASSE : FINANCEMENT DE PROJETS BIOMASSE

ValBiom, partenaire du Réseau wallon de Développement Rural, organise régulièrement des mini-conférences sur le thème de la biomasse. Ce 24 janvier, le sujet réunissait les partenaires financiers impliqués dans des projets énergétiques : banquiers mais aussi coopératives citoyennes et conseillers technico-financiers. Ces différents partenaires ont des objectifs évidemment différents, mais pouvant être complémentaires. Les banques mettent en avant leurs critères éthiques parmi lesquels ceux de ne pas soutenir un investissement trop risqué. Les coopératives citoyennes vont être davantage attentives aux plusvalues sociales et territoriales du projet.

Parmi les facteurs clés soulignés par les participants, une communication limpide et accessible est primordiale. Par contre, tous soulignent la contrainte importante des « risques politiques » liés à la versatilité des décideurs.

ValBiom a produit un excellent compterendu de cette rencontre que tous les investisseurs potentiels en énergies renouvelables ont intérêt à lire. Découvrez le compte rendu!







INFORMATIONS PRATIQUES

CELLULE D'ANIMATION DU RÉSEAU WALLON DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Rue de Liège 83 4357 Limont (Belgique) Tél./Fax: +32 19 54 60 51

Courriel: info@reseau-pwdr.be Site web: www.reseau-pwdr.be

NOTRE ÉQUIPE

Benoît Delaite, Daniel Wathelet, Lorraine Guilleaume, Alain De Bruyn : chargés de mission en charge de l'animation des groupes de travail thématiques. Tél. : +32 19 54 60 51

Émilie Bievez : plaque-tournante de l'information entre les membres du Réseau et l'équipe de la CAR, elle est responsable de la gestion administrative et logistique.

Courriel: e.bievez@reseau-pwdr.be

Tél.: +32 19 54 60 51

Cécile Nusgens : chef de projet chez Cible Communication, gère la réalisation des supports de communication.

Courriel: cecile.nusgens@cible.be

Tél.: +32 4 387 87 03

Xavier Delmon: coordinateur de l'équipe, il a en charge les aspects de gestion quotidienne de la cellule. C'est également lui qui anime la Commission permanente.

Courriel: x.delmon@reseau-pwdr.be

Tél.: +32 495 77 93 96

Coralie Meurice: responsable du Centre de Ressources, de la mise à jour régulière du site web et des outils TIC, elle apporte un soutien aux activités de communication.

Courriel: c.meurice@reseau-pwdr.be

Tél.: +32 19 54 60 51

Le numéro 31 de Ruralités est imprimé en 5.000 exemplaires, distribués gratuitement au monde rural en Wallonie et en Europe.

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Alain De Bruyn, Benoît Vignet, Benoît Delaite, Xavier Delmon, Lorraine Guilleaume, Coralie Meurice et Daniel Wathelet.

Crédits photos : François-Xavier Cardon, Arnaud Siquet, Mathieu Pecheur, ENRD CP, Valbiom, Cellule d'Animation du Réseau

Éditeur responsable : Caroline Grégoire

de la

Wallonie



Magazine n°31

1^{ème} trimestre 2017

Réseau wallon de Développement Rural Cellule d'Animation du RwDR

Fonds européen agricole pour le développement rural l'Europe investit dans les zones rurales.